

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

PRESS/152  
28 novembre 1999

### **LE DIRECTEUR DE L'OMC, MIKE MOORE, DIT AUX SYNDICATS QUE LA QUESTION DU TRAVAIL EST UN "FAUX DÉBAT", QUI OCCULTE UN CONSENSUS SOUS-JACENT**

La pauvreté, et non le commerce, est la cause principale des mauvaises conditions de travail, et il faut y remédier en développant le commerce, et non en imposant des sanctions – c'est ce que le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Mike Moore, a dit aux syndicalistes le 28 novembre.

Prenant la parole à la conférence de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) sur "La mondialisation et les droits des travailleurs" à Seattle, M. Moore a indiqué que la "diabolisation de la mondialisation" détourne l'attention des solutions dont nous avons besoin: promouvoir le commerce afin que celui-ci permette aux travailleurs des pays en développement de sortir de la pauvreté, et remédier au décalage que l'on observe dans les pays développés, où de nombreux travailleurs n'ont pas les compétences qu'exige une nouvelle économie fondée sur des connaissances.

La conférence de la CISL a eu lieu à la veille de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'ouvre à Seattle le 30 novembre.

Le texte intégral de l'allocution de M. Moore est reproduit ci-après.



Je suis heureux d'avoir cette occasion de prendre la parole. C'est la deuxième fois en moins d'un an qu'un Directeur général de l'OMC est invité à s'adresser à la CISL. Entre-temps, nous avons eu de plus en plus de contacts et d'échanges à tous les niveaux de nos organisations, ainsi que de nombreuses réunions, à titre privé ou plus largement, avec vos dirigeants et représentants et avec certains de vos membres. Cela reflète nos intérêts mutuels – et l'importance de la poursuite de notre dialogue à l'avenir.

Je souhaitais occuper ces fonctions parce que pour moi l'OMC est un moyen d'élever le niveau de vie des travailleurs du monde entier. Je crois aussi que l'OMC s'occupe fondamentalement de la solidarité internationale, de l'interdépendance, du démantèlement des barrières entre les peuples et entre les économies. Prospérité et paix – c'est, pour moi, ce que le système commercial multilatéral peut apporter.

Je n'ai jamais vu de contradiction entre le commerce et le travail parce que je ne crois pas qu'il y en ait une. Les économies ouvertes, aussi imparfaites soient-elles, ont créé plus d'emplois, offert plus de chances et apporté plus de sécurité à plus de gens que les autres systèmes. Les pays qui ont choisi l'ouverture et la liberté ont accru les revenus réels de leurs travailleurs, ce qui a permis de relever les normes du travail et de réduire la pauvreté. Les pays qui restent fermés restent plus pauvres, sous-développés, coupés du monde des droits et des libertés. Si j'ai apporté une contribution à mon pays, c'était pour défendre l'idée que le commerce concerne les emplois et les revenus, revenus imposables, permettant de payer les meilleurs soins de santé et la meilleure instruction dont nous rêvons.

C'est pourquoi je trouve que le débat actuel sur le commerce et le travail est si destructeur et crée tant de confusion. Il est destructeur parce que, à maints égards, c'est un faux débat. Il est destructeur parce qu'il occulte le consensus sous-jacent qui existe au sujet des problèmes sociaux que tous les pays rencontrent dans ce monde interdépendant, et la nécessité de solutions partagées.

Partout, les familles veulent la même chose. Quelqu'un à aimer, un endroit où travailler, un endroit où vivre, et un espoir.

Qui soutient l'esclavage? Ou le travail dans les prisons? Qui veut voir ses enfants dans des usines plutôt qu'à l'école? Qui d'entre nous est à l'abri des perturbations sociales et économiques qu'entraîne l'évolution technologique? Aucun d'entre nous.

La plupart des 135 Membres de l'OMC sont également membres de l'OIT. Nous représentons les mêmes contribuables, les mêmes gouvernements, les mêmes citoyens. Tous ces gouvernements ont intérêt à améliorer leurs normes sociales et leurs normes du travail. Il y a un lien profond entre la liberté économique, politique, sociale et du travail et le développement économique. De fait, on peut avancer que la liberté est une condition préalable fondamentale du succès économique.

En 1996, tous les Membres de l'OMC ont signé la Déclaration de Singapour, dans laquelle ils se sont engagés à observer les normes fondamentales du travail, ils ont appuyé l'OIT, ils ont affirmé que le commerce contribue à la promotion de normes du travail plus élevées, ils ont rejeté l'usage des normes du travail à des fins protectionnistes et ils sont convenus que l'avantage comparatif des pays – en particulier des pays en développement à bas salaires – ne devait en aucune façon être remis en question. L'OIT a adopté la Déclaration de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail, entérinant les principes fondamentaux de la liberté d'association, du droit à la négociation collective, de l'élimination du travail forcé, de l'abolition effective du travail des enfants et de l'élimination de la discrimination dans les pratiques en matière de recrutement et d'emploi. Cette année même, l'OIT a décidé d'interdire les pires formes du travail des enfants, tout en reconnaissant que le travail des enfants est dans une large mesure lié à la pauvreté et qu'une croissance soutenue est essentielle pour éliminer les formes de ce travail qui constituent une exploitation et sont nocives.

À SUIVRE

Tous ces gouvernements sont signataires de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Ces droits ne sont pas la propriété d'une organisation, d'une culture ou d'un pays, mais celle de tous les peuples. D'aucuns prétendent que ce sont des droits européens ou même américains. Ce n'est pas le cas. Ce sont des droits universels. Personne ne s'est plaint de la mondialisation lorsque le mur de Berlin est tombé ou lorsque l'Afrique du Sud a été libérée, ou lorsque les colonels sont retournés dans leurs casernes pour laisser éclore la liberté. Non. Les hommes et les femmes de devoir et de bonne volonté partout dans le monde, depuis les premières lignes en Pologne et en Afrique du Sud jusqu'aux dernières lignes dans mon petit pays vert et, je pense, ici aussi à Seattle, ont marché en signe de solidarité avec les peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Pologne. Ce sont les syndicalistes qui ont été internationalistes en luttant solidairement pour la liberté partout dans le monde. Pourquoi? Parce que des valeurs universelles étaient en jeu en tous ces lieux. Devrions-nous maintenant délaissier leurs besoins de marchés et d'emplois?

Hommes et femmes du mouvement du travail, nous devons suivre le mandat de Singapour et faire en sorte que l'OMC et l'OIT entretiennent de bonnes relations de travail. Mon prédécesseur, Renato Ruggiero, et moi-même avons eu des contacts réguliers avec le Directeur du BIT. J'ai parlé à Juan Somavia et je l'ai assuré que je ne veux pas son poste. Il m'assure qu'il ne veut pas le mien. C'est en partie parce qu'il n'y a pas de divergences entre nous quant à l'importance vitale de la promotion des normes du travail et à la nécessité de les promouvoir par la persuasion, par une aide positive et par des emplois et la croissance - y compris la croissance au moyen du commerce. Le défi à relever n'est pas qu'une organisation fasse le travail de toutes, mais que toutes les organisations travaillent ensemble d'une manière plus cohérente. Que nous soyons à l'OIT, à l'UNICEF, à l'OMS, à la Banque mondiale, au FMI ou à l'OMC, il nous faut faire preuve de cohésion pour nous attaquer à ces problèmes. Aucun parlement à lui seul ni aucune institution internationale à elle seule ne peuvent par leurs décisions supprimer tous les maux de notre planète ou les souffrances souvent aggravées par de mauvais gouvernements. Nous ne pouvons pas avoir un air pur dans un seul pays, ou organiser notre pêche ou même appliquer un système fiscal ou gérer une compagnie aérienne sans la coopération des autres. Mais, ensemble, nous pouvons faire avancer petit à petit les conditions des travailleurs et de leurs familles.

Nos détracteurs n'ont pas tous tort. Nous vivons à une époque où nous n'avons jamais eu autant, mais où nous n'avons jamais ressenti une telle insécurité. Des entreprises annoncent un jour leurs bénéfices les plus élevés et, le lendemain, un millier de licenciements. Nous ne pouvons pas trouver suffisamment de travailleurs qualifiés dans des secteurs comme la technologie de pointe et dans des villes comme Seattle; mais dans d'autres secteurs et dans d'autres régions, des emplois disparaissent, pour ne jamais revenir. Même dans les économies les plus dynamiques comme aux États-Unis, de grandes parties de la main-d'œuvre lâchent pied ou sont menacées de licenciement. La productivité est dissociée de l'emploi – et la croissance de la redistribution. Aussi bien à l'intérieur des nations qu'entre elles, le fossé se creuse.

Les gens veulent des réponses. Une réponse que nous entendons de plus en plus souvent est que c'est la faute du commerce et de la mondialisation. Le mondialisme est en train de devenir le résumé de tout ce qui nous déplaît dans le monde tel qu'il est. Par exemple, la technologie. Notre crainte que des travailleurs étrangers nous prennent notre travail. Les pays qui ne jouent pas correctement le jeu. Ou encore les traités, règles et accords qui limitent la liberté d'action de nos propres pays. Cela est compréhensible. De la révolution agricole à la révolution de l'information, en passant par la révolution industrielle, toutes les périodes importantes et historiques de la transformation économique se sont accompagnées d'une incertitude quant à l'avenir, du désillusionnement à l'égard des dirigeants, et de la réaction au changement. La vague actuelle de changement économique n'y fait pas exception. Au début du siècle, 80 pour cent de la population de mon pays travaillaient la terre; ils sont aujourd'hui moins de 10 pour cent, mais nous produisons beaucoup plus de fibres et d'aliments. Si, à l'ère de l'information, vos deux mains sont tout ce que vous avez à vendre, vos perspectives d'avenir sont limitées.

À SUIVRE

Cette réaction contre la mondialisation recèle des menaces qu'il est dangereux d'ignorer. Certes, les avantages de l'économie mondiale ne sont pas répartis également, de même que l'on ne pourra jamais dépenser assez pour la santé, l'éducation ou les personnes âgées. Il est juste que les gouvernements souverains soient responsables de fixer les priorités pour ces dépenses, mais ce n'est pas en bloquant le commerce, en restreignant l'investissement et en appauvrissant les économies que l'on aidera ceux qui sont vulnérables. Voyez les statistiques: les exportations ont progressé de 51 pour cent aux États-Unis au cours des six dernières années, ce qui a été à l'origine de plus d'un quart à la croissance économique. Le commerce a contribué à créer près de 20 millions d'emplois nouveaux, qui rapportent en moyenne 25 pour cent de plus que les emplois non liés au commerce. Ces chiffres montrent que le commerce est l'allié des travailleurs et non leur ennemi.

Ce qui est vrai pour les économies avancées l'est aussi pour les économies en développement. Imposer des sanctions commerciales - et appauvrir encore plus les pays en développement - n'empêchera pas que des enfants travaillent. Ni n'améliorera le niveau de vie de leurs familles. Bien au contraire. La pauvreté, et non le commerce, est la principale cause de conditions de travail inacceptables et de la dégradation de l'environnement. Et la réponse à la pauvreté est davantage de commerce et d'affaires, et non moins. D'après une conclusion de l'OCDE, un nouveau cycle de libéralisation tarifaire ferait progresser de 3 pour cent, soit de plus de 1 200 milliards de dollars, la production de l'économie mondiale et les principaux bénéficiaires en seraient les pays en développement. Le PIB de l'Inde s'accroîtrait de 9,6 pour cent, celui de la Chine de 5,5 pour cent et celui de l'Afrique subsaharienne de 3,7 pour cent. L'élévation des niveaux de vie va de pair avec des progrès sur le plan de l'éducation, de la santé, de l'environnement et des normes du travail. Dans des sociétés ouvertes et démocratiques, les gens exigent davantage. L'innovation a besoin de liberté pour prospérer et des économies fermées ne laissent aucune place à l'espoir et à la croissance.

La diabolisation de la mondialisation comporte un autre danger: elle détourne l'attention des solutions dont nous avons besoin. Le principal problème auquel les travailleurs aux États-Unis et ailleurs doivent faire face n'est pas la concurrence étrangère. C'est le décalage entre les compétences exigées par une nouvelle économie fondée sur des connaissances et les compétences que beaucoup de travailleurs apportent aujourd'hui sur le marché. Nous avons besoin d'"équiper pour l'avenir" nos enfants - et leurs parents -, au moyen de l'éducation, de la formation et de l'aide à l'ajustement. Les pays en développement ont besoin de davantage d'assistance technique, de davantage d'aide au renforcement des capacités et d'un accès accru à nos marchés. Lutter pour préserver le statu quo pourrait offrir une protection temporaire. Le protectionnisme peut sauver des emplois à court terme, au prix de l'investissement dans des emplois nouveaux, pour aboutir à l'absence de tout emploi, nouveau ou ancien. Qui veut le statu quo de la médecine lorsque son enfant est malade? Le statu quo n'est rien d'autre qu'un compromis dépassé.

La réaction à la mondialisation a aussi un aspect plus inquiétant. Pour certains, les attaques contre l'ouverture économique font partie d'une offensive plus générale contre l'internationalisme: contre les étrangers, l'immigration, et un monde plus pluraliste et intégré. L'opposition à la mondialisation devient le dernier chapitre de cet appel, vieux comme le monde, en faveur du séparatisme, du tribalisme et du racisme, de cette vision du monde qui oppose "eux" à "nous". Lorsque j'étais jeune, le mot "internationalisme" était un mot noble. C'était aussi un mot qui avait une signification réelle pour les travailleurs. Nous prenions à cœur les anciens chants sur la solidarité internationale et la fraternité des hommes. Or la notion d'internationalisme est devenue aujourd'hui quelque chose qu'il faut craindre ou attaquer. Je suis préoccupé du fait que parmi ceux qui souhaitent sincèrement un monde meilleur et plus juste, beaucoup se trouvent aujourd'hui alignés avec ceux qui s'opposent à l'internationalisme sous toutes ses formes. La mondialisation constitue peut-être le dernier "isme" qu'il faut haïr.

À SUIVRE

Je sais que vous lutterez toujours pour les intérêts des travailleurs. Les gouvernements se succèdent mais les travailleurs vont toujours de l'avant. Greenpeace militera pour l'environnement et la Chambre de commerce internationale pour le monde des affaires. Pourquoi n'en feriez-vous pas autant? C'est votre devoir. C'est le sens même de la démocratie.

J'appartiens à la première génération de Néo-Zélandais à ne pas avoir dû combattre dans une guerre mondiale. Nous savons que la grande dépression a provoqué l'effondrement du système commercial mondial parce que les protectionnistes avaient alors vaincu avec les mêmes arguments que ceux qu'ils avancent aujourd'hui. De cette dépression sont venues la guerre et les deux faces contemporaines d'une même tyrannie, le fascisme et le marxisme. Les premiers à se retrouver derrière les barreaux ont été des syndicalistes démocratiques. Si nous avons appris quelque chose de la première moitié, destructrice, de ce siècle, c'est que l'intégration mène à la croissance économique, à l'interdépendance et à des valeurs communes, qui sont à leur tour les fondements de la paix. Nous avons besoin de réinventer les idéaux de nos prédécesseurs - internationalisme et solidarité pour une nouvelle ère de mondialisation -, et de contribuer à bâtir un nouveau consensus, renouvelé et équitable, sur le commerce et le travail en faveur des travailleurs de tous les pays. Le nouveau siècle doit être celui de la persuasion et non de la coercition, avec un engagement par le biais de règles et accords multilatéraux permettant de régler équitablement nos différends, sur la base du droit, ce qui est le mandat de l'OMC. L'OMC n'est pas parfaite, elle peut être améliorée, mais sans elle le monde serait plus instable et plus exposé aux dangers.

Je vous remercie.

FIN